

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

JUILLET 2019

ARR_2019_175	NOMINATION DE KAMEL ELKHSIM REGISSEUR DE LA REGIE DE RECETTES PISCINE, CESSATION DE FONCTIONS D'ANTOINE KIAKOUAMA, NOMINATION DE MALIKA BOUDAIA MANDATAIRE SUPPLEANTE	1-2
ARR_2019_176	NOMINATION GULTEN YUKSEL AGENT DE GUICHET DE LA REGIE DE RECETTES PISCINE	3
ARR_2019_177	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES AUX ADJOINTS SUITE ABSENCE DU MAIRE CONGÉS ESTIVAUX 2019 – BERNARD BUIGUES	4-5
ARR_2019_178	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES AUX ADJOINTS SUITE ABSENCE DU MAIRE CONGÉS ESTIVAUX 2019_PATRICK AUDARD	6-7
ARR_2019_179	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES AUX ADJOINTS SUITE ABSENCE DU MAIRE ET DU 4EME ADJOINT CONGÉS ESTIVAUX 2019_CHRISTIANE JACQUOT	8-9
ARR_2019_180	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES AUX ADJOINTS SUITE ABSENCE DU MAIRE ET DU 4EME ADJOINT CONGÉS ESTIVAUX 2019_LUDOVIC RAILLARD	10-11
ARR_2019_181	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES AUX ADJOINTS SUITE ABSENCE DU MAIRE ET DU 4EME ADJOINT CONGÉS ESTIVAUX 2019_BRIGITTE POPARD	12-13
ARR_2019_182	AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC_RESTAURANT L'AUBERGE DU VIEUX PRESOIR__DU 20.05.2019 AU 30.09.2019	14-17
ARR_2019_183	GYMNASE DU MAIL - CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - COMPOSITION DU JURY	18-19
ARR_2019_184	NOMINATION DE MR JJ BERNARD MANDATAIRE SUPPLEANT DE LA REGIE D'AVANCES RELATIONS INTERNATIONALES DU 29 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE 2019	20-21
ARR_2019_185	AODP_INSTITUT MEDICO EDUCATIF CHARLES POISOT_16.07.2019	22-23
ARR_2019_186	RÈGLEMENTATION DU COUVRE-FEU DES MINEURS DE MOINS DE 18 ANS DU 15 JUILLET AU 18 AOÛT 2019 INCLUS	24-26
ARR_2019_187	AODP_MJC_27.08.2019	27-28
ARR_2019_188	RÈGLEMENTATION DU COUVRE-FEU DES MINEURS DE MOINS DE 18 ANS DU 19 JUILLET AU 18 AOÛT 2019 INCLUS	29-31

ARR_2019_189	INTERDICTIONS RELATIVES AU RISQUE INCENDIE SUR LE PLATEAU	32-34
ARR_2019_190	Concession_15ans_A110_NORMAND	35

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'arrêté municipal n° 15 du 12 août 1985, portant création d'une régie de recettes, dite régie de recettes de la piscine municipale, et les arrêtés modificatifs n° 5 du 13 mai 1987, n° 72 du 18 janvier 1994, n° 20 du 14 octobre 1994, n° 38 du 9 octobre 1995, n° 38 du 6 mai 2004, n° 26 du 1er octobre 2009, n° 38 du 27 janvier 2011 et n° 117 du 14 septembre 2011, et la décision n° DEC_2019_26 du 20 juin 2019,

Vu l'arrêté n° 140 du 9 juin 2009 nommant Monsieur Antoine KIAKOUAMA, régisseur titulaire,

Vu l'arrêté n° 125 du 6 mai 2015 nommant Monsieur Abdel Hamid BOUZIDI TIALI, mandataire suppléant,

Vu l'arrêté n° 3 du 29 janvier 2016 nommant Monsieur Kamel ELKHSIM, mandataire suppléant,

Vu l'arrêté n° 27 du 1er octobre 2009 nommant Madame Malika BOUDAIA, agent de guichet,

Vu l'avis conforme du Comptable Public en date du 2 juillet 2019,

ARRÊTE**Article 1 :**

A compter du 29 juillet 2019, Monsieur Kamel ELKHSIM est nommé régisseur titulaire de la régie de recettes « Piscine », en remplacement de Monsieur Antoine KIAKOUAMA qui cesse ses fonctions, et avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 :

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Monsieur Kamel ELKHSIM sera remplacé par Monsieur Abdel Hamid BOUZIDI TIALI, précédemment nommé, ainsi que par Madame Malika BOUDAIA, nommée mandataire suppléante.

Article 3 :

Monsieur Kamel ELKHSIM est astreint à constituer un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 4 :

Monsieur Kamel ELKHSIM percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Monsieur Abdel Hamid BOUZIDI TIALI et Madame Malika BOUDAIA percevront une indemnité de responsabilité pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 6 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

Article 7 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal.

Article 8 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 9:

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Fait à CHENÔVE, le 3 juillet 2019

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,
Bernard BUIGUES



Le régisseur sortant,
Antoine KIAKOUAMA

Vu pour acceptation

Le Régisseur titulaire,
Kamel ELKHSIM

Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant,
Abdel Hamid BOUZIDI TIALI

Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant,
Malika BOUDAIA

Vu pour acceptation

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'arrêté municipal n° 15 du 12 août 1985, portant création d'une régie de recettes, dite régie de recettes de la piscine municipale, et les arrêtés modificatifs n° 5 du 13 mai 1987, n° 72 du 18 janvier 1994, n° 20 du 14 octobre 1994, n° 38 du 9 octobre 1995, n° 38 du 6 mai 2004, n° 26 du 1er octobre 2009, n° 38 du 27 janvier 2011 et n° 117 du 14 septembre 2011 et la décision n° DEC_2019_26 du 20 juin 2019,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 1er juillet 2019,

Vu l'avis conforme des mandataires suppléants en date du 1er juillet 2019,

Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 2 juillet 2019,

ARRÊTE**Article 1 :**

Madame Gulten YUKSEL est nommée mandataire « agent de guichet » de la régie de recettes pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes de la piscine municipale, à compter du 29 juillet 2019, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 :

Le mandataire « agent de guichet » ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal.


Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 3 :

Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

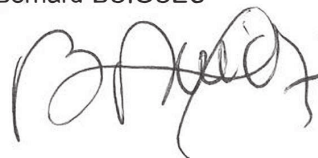
Fait à CHENÔVE, le 3 juillet 2019

Le régisseur titulaire,
Antoine KIAKOUAMA

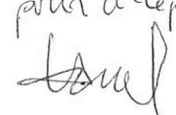
Vu pour acceptation


Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,
Bernard BUIGUES






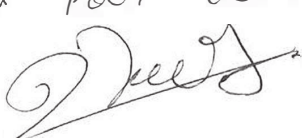
Le mandataire suppléant,
Kamel ELKHSIM

Vu pour acceptation


Le mandataire suppléant,
Abdel Hamid BOUZIDI TIALI

Vu pour acceptation


L'agent de guichet,
Gulten YUKSEL

Vu pour acceptations


ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2131-1,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2122-23,
Vu l'arrêté n° 2017_171 du 14 octobre 2017 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Bernard BUIGUES, 4° adjoint,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire sur la période estivale 2019 mentionnée ci-après,

ARRÊTE

Article 1 :

Au titre de la présente délégation de fonctions comprenant la délégation de signatures, M. Bernard BUIGUES, 4° adjoint, est chargé, sous notre surveillance et notre responsabilité pendant la période débutant le 12 août 2019 au 18 août 2019 inclus :

- De prendre toutes décisions relevant d'une gestion et d'une organisation courante et de signer tous courriers de gestion courante, les invitations et les circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, sauf ceux délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux,
- De prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, et leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; Ce dispositif s'applique pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications lorsque le montant estimé du besoin est inférieur aux seuils de procédure formalisée, ainsi que pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications sans limitation de seuils lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat ; Les décisions intervenant dans les domaines délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux sont exclues de la présente délégation.

Article 2 :

L'ensemble de ces délégations restent valables pour la période du 12 août 2019 au 18 août 2019 inclus tant qu'elles n'auront pas été rapportées en tout ou partie.

Article 3 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 05/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2131-1,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2122-23,
Vu l'arrêté n° 2018_107 du 12 avril 2018 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Patrick AUDARD, 2^e adjoint,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire sur la période estivale 2019 mentionnée ci-après,

ARRÊTE**Article 1 :**

Au titre de la présente délégation de fonctions comprenant la délégation de signatures, M. Patrick AUDARD, 2^e adjoint, est chargé, sous notre surveillance et notre responsabilité pendant la période débutant le 29 juillet 2019 au 1^{er} août 2019 inclus :

- De prendre toutes décisions relevant d'une gestion et d'une organisation courante et de signer tous courriers de gestion courante, les invitations et les circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, sauf ceux délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux,
- De prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, et leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; Ce dispositif s'applique pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications lorsque le montant estimé du besoin est inférieur aux seuils de procédure formalisée, ainsi que pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications sans limitation de seuils lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat ; Les décisions intervenant dans les domaines délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux sont exclues de la présente délégation.

Article 2 :

L'ensemble de ces délégations restent valables pour la période du 29 juillet 2019 au 1^{er} août 2019 inclus tant qu'elles n'auront pas été rapportées en tout ou partie.

Article 3 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 05/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2131-1,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2122-23,
Vu l'arrêté n° 2017_169 du 14 octobre 2017 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Christiane JACQUOT, 7^e adjointe,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire et du 4^e adjoint au Maire sur la période estivale 2019 mentionnée ci-après,

ARRÊTE**Article 1 :**

Au titre de la présente délégation de fonctions comprenant la délégation de signatures, Mme Christiane JACQUOT, 7^e adjointe, est chargée, sous notre surveillance et notre responsabilité pendant la période débutant le 2 août 2019 jusqu'au 11 août 2019 inclus :

- De prendre toutes décisions relevant d'une gestion et d'une organisation courante et de signer tous courriers de gestion courante, les invitations et les circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, sauf ceux délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux, mais sous réserve de ceux délégués à M. Bernard BUIGUES, 4^e adjoint, que Mme Christiane JACQUOT peut donc signer,
- De prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, et leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; Ce dispositif s'applique pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications lorsque le montant estimé du besoin est inférieur aux seuils de procédure formalisée, ainsi que pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications sans limitation de seuils lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat ; Les décisions intervenant dans les domaines délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux sont exclues de la présente délégation sous réserve de ceux délégués à M. Bernard BUIGUES, que Mme Christiane JACQUOT peut donc signer.

Article 2 :

Au titre de la présente délégation de signatures, Mme Christiane JACQUOT est autorisée à signer les documents suivants, sous notre surveillance et notre responsabilité, pendant la période débutant le 2 août 2019 jusqu'au 11 août 2019 inclus :

- Toutes pièces comptables et financières, telles celles relatives à la liquidation, l'ordonnancement des dépenses, ainsi que celles relatives à la liquidation et recouvrement des recettes (y compris les commandements et donc les saisines et les relances de la perception), les attestations fiscales, les certificats administratifs (y compris de remboursement), la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement (y compris les bordereaux de dépenses/recettes dont les bordereaux mensuels de mandats de paie et les bordereaux de factures),
- Les arrêtés de créations, modifications, suppressions de régies ainsi que les nominations

de régisseurs,

- Les courriers de refus d'attribution de subvention aux associations,
- Les états récapitulatifs de factures joints aux demandes de subventions et les demandes de versement de subventions,
- Les courriers relatifs tant à la taxation d'office de la taxe locale sur la publicité extérieure qu'à la procédure de rehaussement contradictoire de ladite taxe,
- Les courriers de refacturation aux propriétaires d'animaux errants des frais de capture,
- La certification exécutoire des actes concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, ressortant du domaine d'intervention de M. Bernard BUIGUES.

Article 3 :

L'ensemble de ces délégations restent valables pour la période du 2 août 2019 au 11 août 2019 inclus tant qu'elles n'auront pas été rapportées en tout ou partie.

Article 4 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 05/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2131-1,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2122-23,
Vu l'arrêté n° 258 du 22 septembre 2015 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Ludovic RAILLARD, 6° adjoint,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire et du 4° adjoint au Maire sur la période estivale 2019 mentionnée ci-après,

ARRÊTE

Article 1 :

Au titre de la présente délégation de fonctions comprenant la délégation de signatures, M. Ludovic RAILLARD, 6° adjoint, est chargé, sous notre surveillance et notre responsabilité pendant la période débutant le 18 juillet 2019 au 28 juillet 2019 inclus :

- De prendre toutes décisions relevant d'une gestion et d'une organisation courante et de signer tous courriers de gestion courante, les invitations et les circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, sauf ceux délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux, mais sous réserve de ceux délégués à M. Bernard BUIGUES, 4° adjoint, que M. Ludovic RAILLARD peut donc signer,
- De prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, et leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; Ce dispositif s'applique pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications lorsque le montant estimé du besoin est inférieur aux seuils de procédure formalisée, ainsi que pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications sans limitation de seuils lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat ; Les décisions intervenant dans les domaines délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux sont exclues de la présente délégation sous réserve de ceux délégués à M. Bernard BUIGUES, que M. Ludovic RAILLARD peut donc signer.

Article 2 :

Au titre de la présente délégation de signatures, M. Ludovic RAILLARD est autorisé à signer les documents suivants, sous notre surveillance et notre responsabilité, pendant la période débutant le 18 juillet 2019 au 28 juillet 2019 inclus :

- Toutes pièces comptables et financières, telles celles relatives à la liquidation, l'ordonnancement des dépenses, ainsi que celles relatives à la liquidation et recouvrement des recettes (y compris les commandements et donc les saisines et les relances de la perception), les attestations fiscales, les certificats administratifs (y compris de remboursement), la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement (y compris les bordereaux de dépenses/recettes dont les bordereaux mensuels de mandats de paie et les bordereaux de factures),
- Les arrêtés de créations, modifications, suppressions de régies ainsi que les nominations

de régisseurs,

- Les courriers de refus d'attribution de subvention aux associations,
- Les états récapitulatifs de factures joints aux demandes de subventions et les demandes de versement de subventions,
- Les courriers relatifs tant à la taxation d'office de la taxe locale sur la publicité extérieure qu'à la procédure de rehaussement contradictoire de ladite taxe,
- Les courriers de refacturation aux propriétaires d'animaux errants des frais de capture,
- La certification exécutoire des actes concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, ressortant du domaine d'intervention de M. Bernard BUIGUES.

Article 3 :

L'ensemble de ces délégations restent valables pour la période du 18 juillet 2019 au 28 juillet 2019 inclus tant qu'elles n'auront pas été rapportées en tout ou partie.

Article 4 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 05/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2131-1,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2122-23,
Vu l'arrêté n° 2018_120 du 17 mai 2018 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Brigitte POPARD, 1^{re} adjointe,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire et du 4^e adjoint au Maire sur la période estivale 2019 mentionnée ci-après,

ARRÊTE**Article 1 :**

Au titre de la présente délégation de fonctions comprenant la délégation de signatures, Mme Brigitte POPARD, 1^{re} adjointe, est chargée, sous notre surveillance et notre responsabilité pendant la période débutant le 19 août 2019 jusqu'au 25 août 2019 inclus :

- De prendre toutes décisions relevant d'une gestion et d'une organisation courante et de signer tous courriers de gestion courante, les invitations et les circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, sauf ceux délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux, mais sous réserve de ceux délégués à M. Bernard BUIGUES, 4^e adjoint, que Mme Brigitte POPARD peut donc signer,
- De prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, et leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; Ce dispositif s'applique pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications lorsque le montant estimé du besoin est inférieur aux seuils de procédure formalisée, ainsi que pour les marchés, accords-cadres et leurs modifications sans limitation de seuils lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat ; Les décisions intervenant dans les domaines délégués aux adjoints ou aux conseillers municipaux sont exclues de la présente délégation sous réserve de ceux délégués à M. Bernard BUIGUES, que Mme Brigitte POPARD peut donc signer.

Article 2 :

Au titre de la présente délégation de signatures, Mme Brigitte POPARD est autorisée à signer les documents suivants, sous notre surveillance et notre responsabilité, pendant la période débutant le 19 août 2019 jusqu'au 25 août 2019 inclus :

- Toutes pièces comptables et financières, telles celles relatives à la liquidation, l'ordonnancement des dépenses, ainsi que celles relatives à la liquidation et recouvrement des recettes (y compris les commandements et donc les saisines et les relances de la perception), les attestations fiscales, les certificats administratifs (y compris de remboursement), la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement (y compris les bordereaux de dépenses/recettes dont les bordereaux mensuels de mandats de paie et les bordereaux de factures),
- Les arrêtés de créations, modifications, suppressions de régies ainsi que les nominations

de régisseurs,

- Les courriers de refus d'attribution de subvention aux associations,
- Les états récapitulatifs de factures joints aux demandes de subventions et les demandes de versement de subventions,
- Les courriers relatifs tant à la taxation d'office de la taxe locale sur la publicité extérieure qu'à la procédure de rehaussement contradictoire de ladite taxe,
- Les courriers de refacturation aux propriétaires d'animaux errants des frais de capture,
- La certification exécutoire des actes concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, ressortant du domaine d'intervention de M. Bernard BUIGUES.

Article 3 :

L'ensemble de ces délégations restent valables pour la période du 19 août 2019 au 25 août 2019 inclus tant qu'elles n'auront pas été rapportées en tout ou partie.

Article 4 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 05/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22, L.2211-1, L.2212-1, L.2212.2, L.2213-6 ainsi que son article R 2241-1,
Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ses décrets et arrêtés d'application,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code pénal,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons dans le département de la Côte-d'Or,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999 relatif à la lutte contre les nuisances sonores,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 2018_110A du 17 décembre 2018 fixant la redevance des terrasses de plein air,
Vu la demande du 2 juillet 2019 de M. François SIMON, gérant du restaurant L'Auberge du Vieux Pressoir, consistant en l'installation de sa terrasse commerciale, située au droit du bâtiment sis, 1 rue Jules Blaizet - 2 Place Anne Laprévote, domaine public de la commune de Chenôve,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer et de définir les conditions d'implantation, de délivrance et de fonctionnement des emprises de terrasses autorisées sur le domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autres établissements similaires,

ARRÊTE

Article 1 :

Du 15 juin au 30 septembre 2019, non compris la période du 29 juillet au 20 août 2019 inclus correspondant aux congés annuels, M. François SIMON gérant du restaurant l'Auberge du Vieux Pressoir est autorisé à installer une terrasse commerciale ouverte, et corrélativement à occuper la parcelle du domaine public, située au droit du bâtiment désigné ci-dessus.

Article 2 :

L'autorisation est accordée sur une emprise de 76,91 m² conformément au plan annexé au présent arrêté. Elle comprend également l'utilisation d'un système d'ancrage conçu à l'effet de l'installation de parasols. Étant précisé que toute nouvelle installation sur l'emprise devra être précédée d'une nouvelle autorisation.

Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

L'occupation de la terrasse est autorisée aux heures d'ouvertures des commerces et ne devra en aucun cas excéder 2 heures du matin. Le bénéficiaire de l'autorisation devra veiller à ce que ni la manipulation du mobilier, ni la clientèle ne soient à l'origine de nuisances sonores pour le voisinage. Aucun dispositif de diffusion de musique n'est autorisé sur la terrasse en dehors de demandes d'autorisation spécifiques liées à des animations ponctuelles.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 6 :

Sur la période précisée à l'article 1 du présent arrêté, le bénéficiaire acquittera, le 1^{er} de chaque mois, auprès du régisseur de la Régie de Recettes des Marchés, la somme de 307,64 € (trois cent sept euros et soixante-quatre centimes), correspondant à 4 € du mètre carré au titre du tarif applicable au 1^{er} janvier 2019 pour la redevance des terrasses de plein air, étant précisé que le mois d'avril fera l'objet d'un prorata soit 12/30^{ème} x 307,64 € = 123,06 €.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra impérativement laisser libre l'accès aux tampons de réseaux d'eaux pluviales et usées ainsi qu'aux vannes de fermeture des branchements d'eaux potables. En cas d'intervention impérative, lourde, la ville de Chenôve se réserve le droit de faire procéder au démontage d'urgence de ladite terrasse.

Article 9 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 12 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 05/07/2019
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la délibération n° DEL_2019_55 du Conseil Municipal du 24 Juin 2019 relative au concours de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du gymnase du Mail,

Considérant que le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à engager la procédure de concours restreint pour la désignation du maître d'œuvre,

ARRÊTE**Article 1 :**

Un jury est constitué afin d'examiner les candidatures des maîtres d'œuvre ainsi que les offres des candidats admis à concourir.

Article 2 :

La présidence du Jury sera assurée par Madame Brigitte POPARD, 1ère Adjointe en charge de l'administration générale, du suivi des grands projets, des sports, des loisirs et de la jeunesse.

Article 3 :

Le jury est par ailleurs composé de :

- **au titre des représentants de la maîtrise d'ouvrage, les membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) ou leurs suppléants :**

Titulaires

- Monsieur Bernard BUIGUES,
- Madame Joëlle BOILEAU,
- Monsieur Ludovic RAILLARD,
- Madame Caroline CARLIER,
- Monsieur Saïd FOUAD,

Suppléants

- Madame Marie-Paule CROS,
- Monsieur Martino AMODEO,
- Madame Claudine DAL MOLIN,
- Monsieur Sylvain BLANDIN,
- Madame Saliha M'PIAYI,

- **au titre des personnalités qualifiées :**

- Monsieur David JOUQUAND, Architecte-conseil de l'État,
- Monsieur Xavier HOCHARD, Architecte et Directeur du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement,
- Madame Vera DELIGIANNIDIS, Architecte,
- Monsieur Eric FLAMAND, Ingénieur bâtiment,

- **au titre des personnalités désignées :**

- Monsieur Bernard DEPIERRE, Président de la Ligue de Bourgogne Franche-Comté de Basketball,
- Monsieur Dominique ROUX, Enseignant à l'UFR STAPS de Dijon.

Tous les membres du jury ont voix délibérative.

Pourront, en outre, être invités à participer au jury avec voix consultative :

- le Directeur Général des Services ou le Directeur Général Adjoint,
- les directeurs, ou leurs représentants, de la Direction de la Cohésion Sociale et Urbaine, de la Direction des Services Techniques et de la Direction des Sports / Loisirs / Jeunesse.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise, pour exécution, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs des services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  **FALCONNET**
 Date : 10/07/2019
 Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'arrêté n° 60 en date du 1er mars 2005, portant création d'une régie d'avances pour les actions menées dans le cadre des relations internationales, modifié par l'arrêté N° 88 du 5 avril 2005, l'arrêté N°83 du 17 août 2011, l'arrêté N°128 du 15 avril 2013 et l'arrêté N°251 du 20 juin 2016,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 8 juillet 2019,

Vu l'avis conforme du mandataire suppléant en date du 8 juillet 2019,

Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 9 juillet 2019,

ARRÊTE**Article 1 :**

Monsieur Jean-Jacques BERNARD est nommé mandataire suppléant de la régie d'avances « Relations Internationales », pour la période du 29 août au 3 septembre 2019, dans le cadre des échanges avec la Ville de Limburgerhof et de la participation de la Ville de Chenôve aux Fêtes de la rue.

Article 2 :

Le mandataire suppléant est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Article 3 :

Le mandataire suppléant ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales par l'article 432-10 du Code pénal.

Il doit les payer selon les modes de paiement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 4 :

Le mandataire suppléant est tenu de présenter ses registres comptables, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 5 :

Le mandataire suppléant est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Fait à CHENÔVE, le 10 juillet 2019

Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,
Bernard BUIGUES



vu pour acceptation

Le mandataire suppléant,
Justine LAGRANGE

vu pour acceptation

Le Régisseur titulaire,
Pierre CABAU

vu pour acceptation

Le mandataire suppléant temporaire,
Jean-Jacques BERNARD

vu pour acceptation

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,
Vu la demande du 10 juillet 2019 de Madame Ludivine LOISEAU, coordinatrice à l'« Institut Médico Educatif Charles Poisot » à Chenôve, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper le parc accolé à l'institution rue du Chapitre à Chenôve le 16 juillet 2019 de 09h00 à 14h00, dans le cadre d'une fête pour les jeunes accueillis à l'institution.

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE

Article 1 :

L'Institut Médico Educatif Charles Poisot, représenté par Madame Ludivine LOISEAU, est autorisé à occuper le parc accolé à l'institution rue du Chapitre à Chenôve le 16 juillet 2019 de 09h00 à 14h00, dans le cadre d'une fête pour les jeunes accueillis à l'institution.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

Le bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

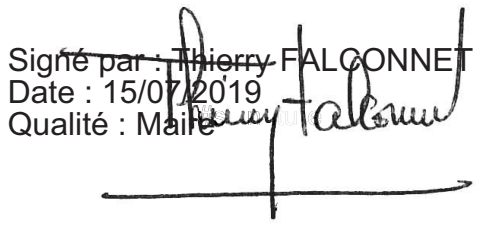
Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de Dijon Métropole, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Article 11 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 15/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles, L.2212-1, L.2212-2, L.2214-3 et L.2122-24 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code pénal et son article R.610-5,
Vu le Code de procédure pénale, et notamment son article 40,
Vu l'arrêté n° ARR_2019_174 portant réglementation du couvre-feu des mineurs de moins de 18 ans,

Considérant que la ville de Chenôve, et plus particulièrement le quartier du Mail, subit depuis le début du mois de juin 2019 des violences urbaines, tels que des incendies de bâtiments publics, de véhicules et de poubelles,

Considérant qu'un premier couvre-feu des mineurs de moins de 18 ans a été mis en place du 29 juin au 14 juillet 2019 inclus,

Considérant que des mineurs de plus en plus jeunes sont associés dans les événements susvisés, et la nécessité de prévenir cette implication,

Considérant que la loi place ces mineurs sous la responsabilité de leurs parents et, en cas de carence du devoir de surveillance incombant à ceux-ci, se trouvent par voie de conséquence en risque de s'associer à des actes portant atteinte à la tranquillité publique,

Considérant que la circulation des mineurs de moins de 18 ans, la nuit sans accompagnement, présente un risque grave pour leur propre sécurité, la sécurité des personnes et biens, et la tranquillité publique,

Considérant que pour des raisons d'ordre, de sécurité et de tranquillité publics, et de protection de la jeunesse, il y a lieu de fixer, par voie réglementaire, les dispositions applicables relatives à la circulation des mineurs sur certains secteurs du territoire de la commune,

ARRÊTE**Article 1 :**

À compter du 15 juillet 2019 et jusqu'au 18 août 2019 inclus, tout mineur de moins de 18 ans ne pourra, sans être accompagné de l'un de ses parents ou d'un représentant légal, circuler de 22 heures à 6 heures sur une partie limitée du territoire, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

Les voies délimitant le périmètre d'application de l'arrêté sont incluses dans lesdits périmètres.

Article 2 :

En cas d'urgence ou de danger immédiat pour lui ou pour autrui, tout mineur de moins de 18 ans en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} pourra être reconduit à son domicile par les agents de la police nationale ou de la gendarmerie nationale, sans préjudice des sanctions pénales fixées par l'article R.610-5 du Code pénal.

Conformément aux dispositions de l'article 40 de Code de procédure pénale et de celle de l'article 375 du Code civil, l'autorité précédemment visée informera sans délai le procureur de la République de tous faits susceptibles de donner lieu à l'engagement de poursuites ou la saisine du juge des enfants.

Article 3 :

En vertu des dispositions de l'article R.610-5 du Code pénal, la méconnaissance des obligations fixées par le présent arrêté seront punies de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Côte-d'Or, Monsieur le chef de la Police municipale et tous agents assermentés, Monsieur le Directeur Général des Services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



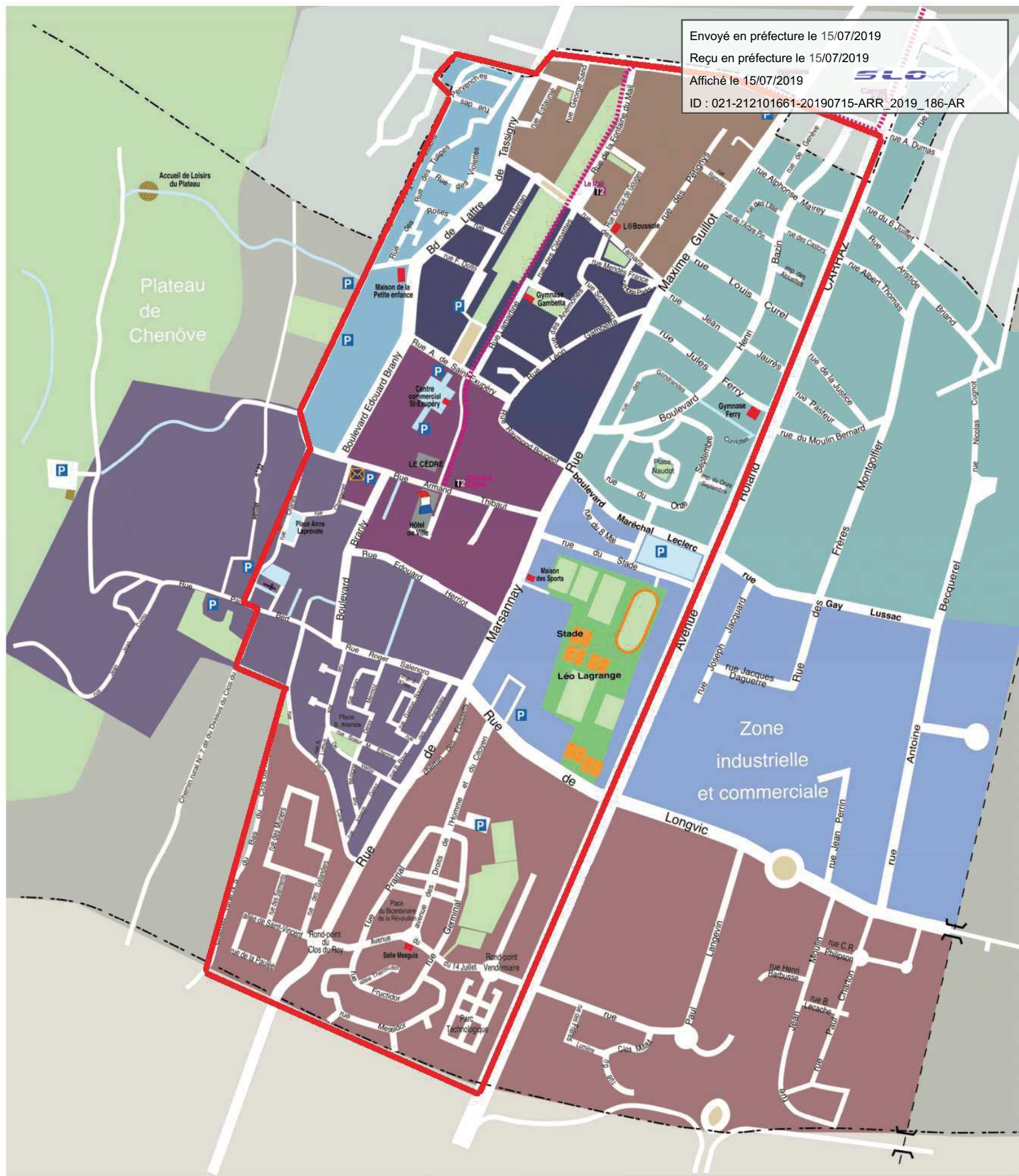
Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 15/07/2019
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 15/07/2019

Reçu en préfecture le 15/07/2019

Affiché le 15/07/2019

ID : 021-212101661-20190715-ARR_2019_186-AR



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 15 juillet 2019 de Madame Nathalie MATA, présidente de **la MJC de Chenôve** par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper **la cour de l'école élémentaire Jules Ferry de Chenôve, du 27/08/2019 à 17h30 au 28/08/2019 à 01h00**, dans le cadre de l'organisation des mardis de l'été pour la projection cinématographique de l'action « Générations ciné ».

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 :

La MJC de Chenôve, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper **la cour de l'école élémentaire Jules Ferry de Chenôve, du 27/08/2019 à 17h30 au 28/08/2019 à 01h00**, dans le cadre de l'organisation des mardis de l'été pour la projection cinématographique de l'action « Générations ciné ». L'occupation du domaine public est accordée à titre gracieux.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

La MJC de Chenôve, organisatrice, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de Dijon Métropole, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles, L.2212-1, L.2212-2, L.2214-3 et L.2122-24 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code pénal et son article R.610-5,
Vu le Code de procédure pénale, et notamment son article 40,
Vu l'arrêté n° ARR_2019_174 du 29 juin 2019 portant réglementation du couvre-feu des mineurs de moins de 18 ans,
Vu l'arrêté n° ARR_2019_186 du 15 juillet 2019 portant réglementation du couvre-feu des mineurs de moins de 18 ans,

Considérant que la ville de Chenôve, et plus particulièrement le quartier du Mail, subit depuis le début du mois de juin 2019 des violences urbaines, tels que des incendies de bâtiments publics, de véhicules et de poubelles,

Considérant qu'il y a de nouveau eu des violences urbaines accompagnées d'incendies divers et de jets de pierres sur les forces de l'ordre lors de la période du premier couvre-feu des mineurs de moins de 18 ans, mis en place du 29 juin au 14 juillet 2019 inclus,

Considérant que l'ordre public, dans le secteur concerné, n'a de fait pas été retrouvé tel qu'il était avant la période de couvre-feu,

Considérant que des mineurs de plus en plus jeunes sont associés dans les événements susvisés, et la nécessité de prévenir cette implication,

Considérant que la loi place ces mineurs sous la responsabilité de leurs parents et, en cas de carence du devoir de surveillance incombant à ceux-ci, se trouvent par voie de conséquence en risque de s'associer à des actes portant atteinte à la tranquillité publique,

Considérant que la circulation des mineurs de moins de 18 ans, la nuit sans accompagnement, présente un risque grave pour leur propre sécurité, la sécurité des personnes et biens, et la tranquillité publique,

Considérant que pour des raisons d'ordre, de sécurité et de tranquillité publics, et de protection de la jeunesse, il y a lieu de fixer, par voie réglementaire, les dispositions applicables relatives à la circulation des mineurs sur certains secteurs du territoire de la commune,

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de rapporter l'arrêté n° ARR_2019_186 du 15 juillet 2019 susvisé remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

À compter du 19 juillet 2019 et jusqu'au 18 août 2019 inclus, tout mineur de moins de 18 ans ne pourra, sans être accompagné de l'un de ses parents ou d'un représentant légal, circuler de 22 heures à 6 heures sur une partie limitée du territoire, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

Les voies délimitant le périmètre d'application de l'arrêté sont incluses dans lesdits périmètres.

Article 3 :

En cas d'urgence ou de danger immédiat pour lui ou pour autrui, tout mineur de moins de 18 ans en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} pourra être reconduit à son domicile par les agents de la police nationale ou de la gendarmerie nationale, sans préjudice des

sanctions pénales fixées par l'article R.610-5 du Code pénal.

Conformément aux dispositions de l'article 40 de Code de procédure pénale et de celle de l'article 375 du Code civil, l'autorité précédemment visée informera sans délai le procureur de la République de tous faits susceptibles de donner lieu à l'engagement de poursuites ou la saisine du juge des enfants.

Article 4 :

En vertu des dispositions de l'article R.610-5 du Code pénal, la méconnaissance des obligations fixées par le présent arrêté seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

Article 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

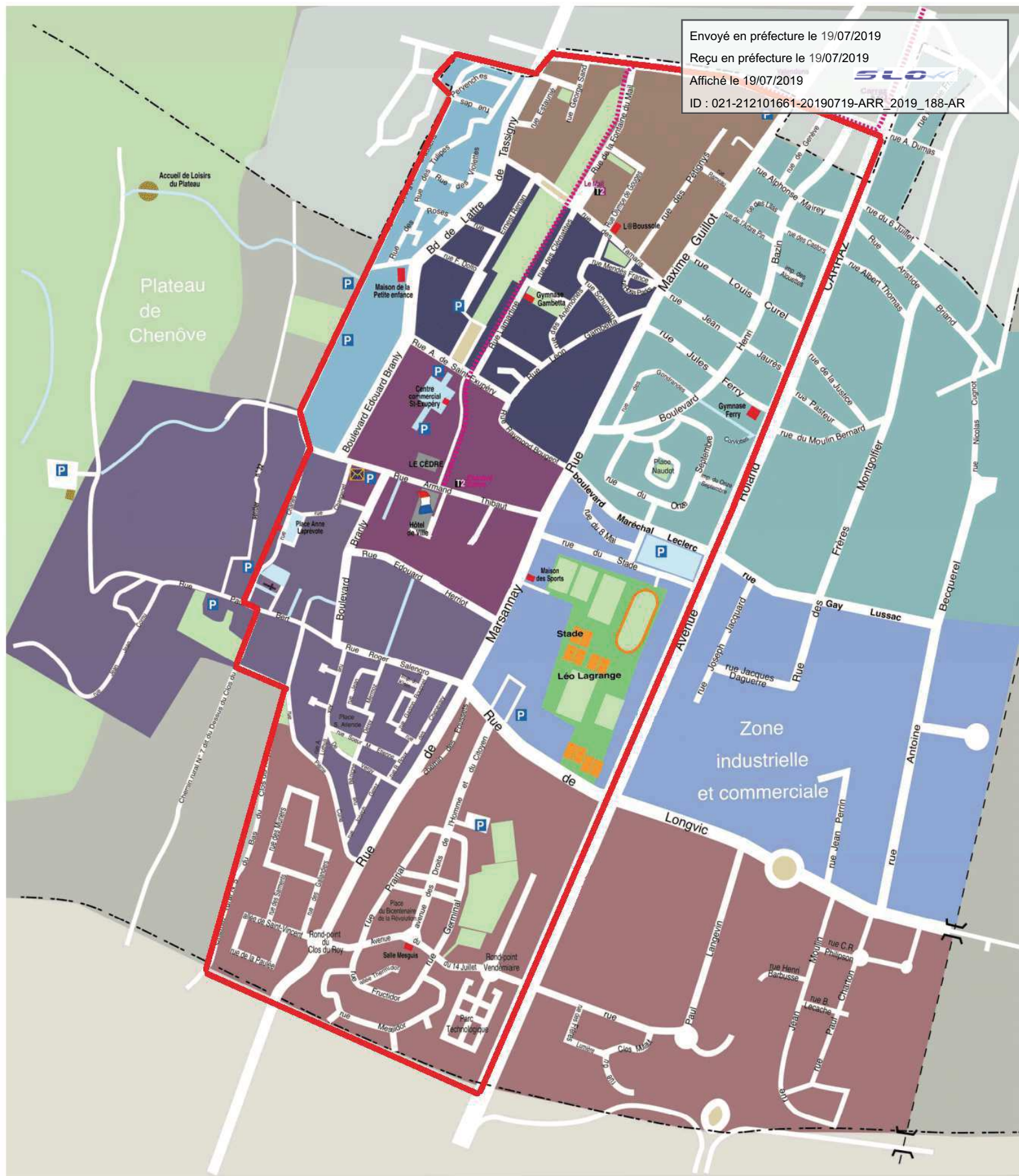
Ampliation du présent arrêté sera transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Côte-d'Or, Monsieur le chef de la Police municipale et tous agents assermentés, Monsieur le Directeur Général des Services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 19/07/2019
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 19/07/2019
Reçu en préfecture le 19/07/2019
Affiché le 19/07/2019
ID : 021-212101661-20190719-ARR_2019_188-AR



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu notamment l'article L. 2212-1 et L. 2212-2 5° du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu notamment l'article L. 362-1, L. 362-2, L. 541-2 et L. 541-3 du Code de l'Environnement,
Vu notamment l'article L. 322-1 du Code Forestier,
Vu notamment l'article R. 610-5, R. 632-1 et R. 635-8 du Code Pénal,
Vu l'arrêté préfectoral n°550 du 10 août 2017 relatif à la prévention des feux de forêt,

Considérant les incendies de juillet 2015 qui ont fortement dégradé les espaces naturels du Plateau de Chenôve et menacé les habitations proches,
Considérant les risques de départs de feux susceptibles d'avoir de graves conséquences sur les espaces naturels classés en zones Natura 2000,
Considérant corrélativement l'impérieuse nécessité de prévenir les risques d'incendie en posant diverses interdictions,

ARRÊTE

Article 1 :

Afin d'éviter tous risques liés notamment aux projections d'étincelle, la circulation des véhicules à moteur est interdite sur le périmètre du Plateau de Chenôve (cf. carte en annexe), à l'exception des véhicules de services, de sécurité et d'urgence, des exploitants agricole et forestier, de l'École de Gendarmerie de Dijon et des associations autorisées par convention avec la ville de Chenôve. À cet effet, des barrières ont été installées afin de bloquer l'accès aux chemins ruraux traversant le Plateau pour les véhicules à moteur.

Article 2 :

Il est interdit sur l'ensemble du Plateau de Chenôve tout abandon de déchet de quelque nature qu'il soit (ordure, épave de véhicule, déjections, matériaux, liquide insalubre...) considérant leur potentiel inflammable et la dégradation du milieu naturel qu'ils peuvent provoquer.

Article 3 :

Il est interdit à toute personne de fumer sur l'ensemble du Plateau de Chenôve, étant précisé que cette interdiction s'applique non seulement aux bois, forêts, plantations mais également aux pelouses.

Article 4 :

Les usagers du Plateau de Chenôve sont informés que tous les feux, de quelque nature que ce soit, sont interdits, non seulement dans les zones relevant du régime forestier et jusqu'à une distance de 200 mètres de ces terrains, mais également sur l'ensemble du Plateau de Chenôve (cf. carte en annexe).

Article 5 :

Des dérogations peuvent être exceptionnellement accordées par la commune aux associations pour l'organisation de barbecues ou méchouis sur l'espace prévu à cet effet, sur le parking de la Maison du Plateau, à condition que l'organisateur dispose sur place de moyens nécessaires et suffisants pour contrôler le feu et enrayer tout début d'incendie (extincteurs...), qu'il surveille constamment et attentivement le feu et qu'il s'engage à l'extinction totale avant son départ.

Article 6 :

La violation du présent arrêté constitue une infraction pouvant entraîner des contraventions de la 1^{ère} à la 5^e classe.

Article 7 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de Chenôve ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 8 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 9 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution chacun en ce qui le concerne à :
- Monsieur le Préfet de la Région Bourgogne Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or,

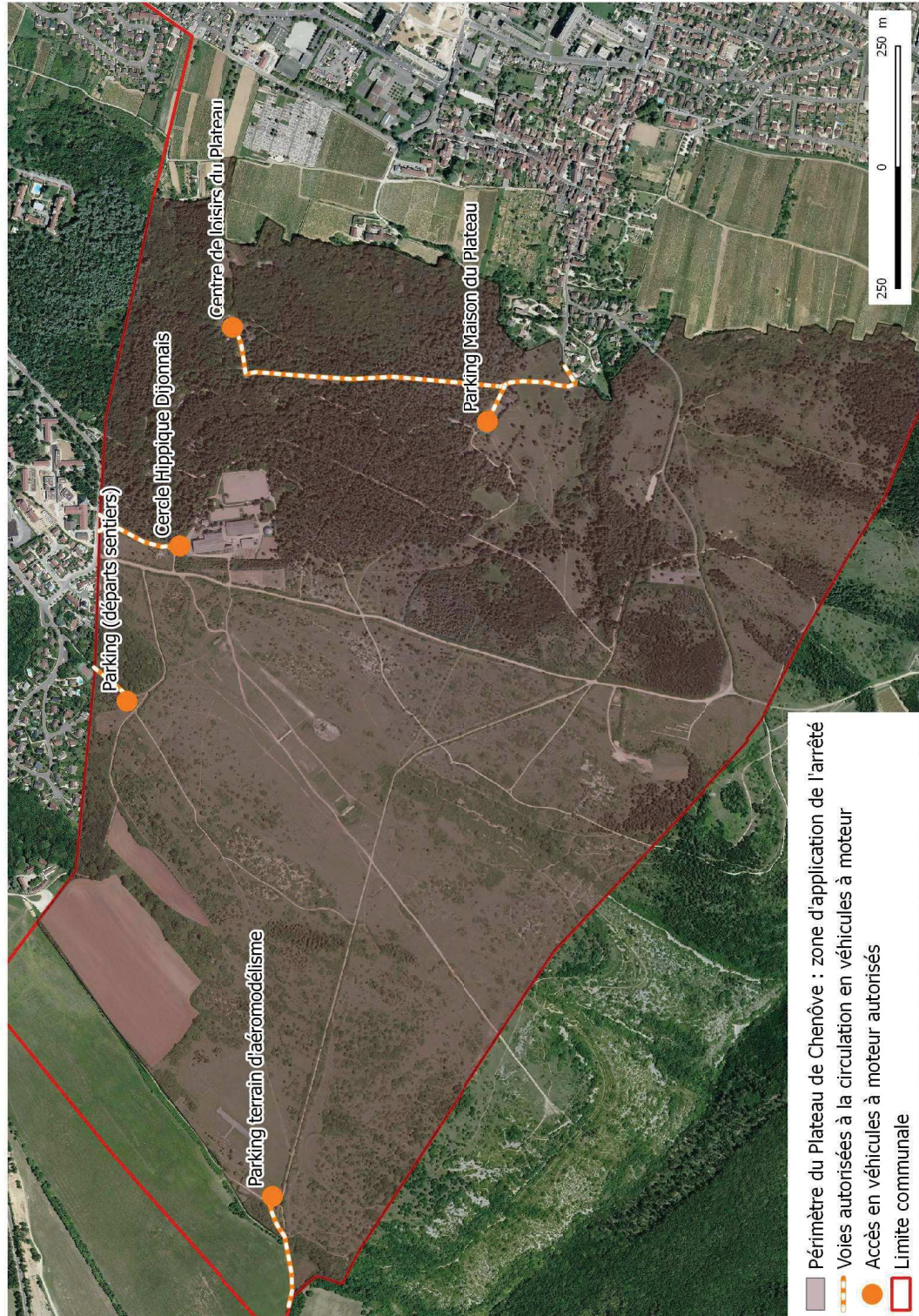
- Monsieur le Maire de Dijon,
- Monsieur le Maire de Marsannay-la-Côte,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant du groupement de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Président du SDIS,
- Monsieur le Délégué départemental de l'Office National des Forêts,
- Monsieur le chef de service départemental de l'Office National de la chasse et de la faune sauvage,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 25/07/2019
Qualité : 6^{ème} Adjoint délégué aux
travaux par délégation de Maire

ANNEXE



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Micheline NORMAND** domiciliée **40 avenue des Champs Perdrix 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille PHILIPPOT**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession A 110 de 15 années,**
- **à compter du 04/09/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6312 du 24/06/2019 et expirant le 04/09/2034.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **12/06/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Christiane JACQUOT**
Date : 04/08/2019
Qualité : Vice-présidente CCAS par
délégation de Maire